

Indemnités, allocations et salaires annuels des directeurs ou directrices de cabinet (2024-2025)

Nom	Fonction	Salaire annuel au 30 mars 2025 (1)	Allocation annuelle dépenses de fonction (2)	Allocation de séjour mensuelle (3)
Premier ministre				
Martin Koskinen	Directeur de cabinet	301 063 \$	4 830 \$	1 622 \$
Vice-première ministre, Ministre des Transports et de la Mobilité durable				
Mario Lapointe	Directeur de cabinet	180 000 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre responsable de l'Administration gouvernementale, Présidente du Conseil du trésor				
Geneviève Bélisle	Directrice de cabinet	183 500 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre des Finances, Ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise				
Louis-Alexis Pelletier-Dubé	Directeur de cabinet	145 000 \$	2 415 \$	
Ministre de la Justice, Ministre responsable des Relations canadiennes, Leader parlementaire du gouvernement				
Amélie Millette-Gagnon	Directrice de cabinet	165 000 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre de la Santé				
Julie Lussier	Directrice de cabinet	185 258 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs				
Francis Côté	Directeur de cabinet	184 800 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre de l'Éducation, Ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches				
Pierre Tremblay	Directeur de cabinet	180 000 \$	2 415 \$	
Ministre de l'Enseignement supérieur				
Valérie Chamula Pellerin	Directrice de cabinet	145 000 \$	2 415 \$	
Ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Ministre responsable du Développement économique régional, Ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal				
Alex Perreault	Directeur de cabinet	180 000 \$	2 415 \$	

Indemnités, allocations et salaires annuels des directeurs ou directrices de cabinet (2024-2025)

Nom	Fonction	Salaire annuel au 30 mars 2025 (1)	Allocation annuelle dépenses de fonction (2)	Allocation de séjour mensuelle (3)
Ministre l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration, Ministre de la Langue française, Ministre responsable de la Francophonie canadienne, Ministre responsable de la Laïcité, Ministre responsable des Institutions démocratiques, Ministre responsable de l’Accès à l’information et de la Protection des renseignements personnels				
Hubert Laprise	Directeur de cabinet	140 000 \$	2 415 \$	
Ministre de la Culture et des Communications, Ministre responsable de la Jeunesse, Ministre responsable de la région de l’Outaouais				
Atim León	Directeur de cabinet	164 000 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation, Ministre responsable de la région du Centre-du-Québec				
Vickie Fortin	Directrice de cabinet	160 000 \$	2 415 \$	
Ministre des Affaires municipales, Ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean				
Pierre Guillot-Hurtubise	Directeur de cabinet	168 416 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre de la Sécurité publique, Ministre responsable de la région de l’Estrie				
Émilie Toussaint	Directrice de cabinet	140 000 \$	2 415 \$	
Ministre de l’Emploi, Ministre responsable de la région de la Côte-Nord				
Jean-Frédéric Moreau	Directeur de cabinet	140 000 \$	2 415 \$	
Ministre du Tourisme, Ministre responsable de la région de Lanaudière				
Geneviève Gouin	Directrice de cabinet	140 000 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre de la Famille, Ministre responsable de la région de la Montérégie				
Pascale Breton	Directrice de cabinet	150 000 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre des Ressources naturelles et des Forêts, Ministre responsable de la région du Bas-Saint-Laurent et de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
Stéphane Grégoire	Directeur de cabinet	148 400 \$	2 415 \$	1 622 \$

Indemnités, allocations et salaires annuels des directeurs ou directrices de cabinet (2024-2025)

Nom	Fonction	Salaire annuel au 30 mars 2025 (1)	Allocation annuelle dépenses de fonction (2)	Allocation de séjour mensuelle (3)
Ministre du Travail, Ministre responsable de la région de la Mauricie, de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région du Nord-du-Québec				
Jean-Phillipe De Choinière	Directeur de cabinet	145 000 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Ministre responsable de la Condition féminine				
Catherine Pouliot	Directrice de cabinet	140 000 \$	2 415 \$	
Ministre de la Cybersécurité et du Numérique, Leader parlementaire adjoint du gouvernement				
Roch Gamache	Directeur de cabinet	163 000 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre responsable des Services sociaux				
Simon Therrien-Denis	Directeur de cabinet	145 000 \$	2 415 \$	
Ministre responsable des Infrastructures, Ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale				
Marie-Eve Therien	Directrice de cabinet	140 000 \$	2 415 \$	
Ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit				
Étienne Vézina	Directeur de cabinet	150 000 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire				
Sébastien Lépine	Directeur de cabinet	168 416 \$	2 415 \$	
Ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air				
Nadia Talbot	Directrice de cabinet	145 000 \$	2 415 \$	
Ministre responsable de l'Habitation				
Laurence R Fortin	Directrice de cabinet	140 000 \$	2 415 \$	1 622 \$
Ministre responsable des Aînés, Ministre déléguée à la Santé, Ministre responsable de la région des Laurentides				
Étienne Bouchard	Directeur de cabinet	140 000 \$	2 415 \$	

Indemnités, allocations et salaires annuels des directeurs ou directrices de cabinet (2024-2025)

Nom	Fonction	Salaire annuel au 30 mars 2025 (1)	Allocation annuelle dépenses de fonction (2)	Allocation de séjour mensuelle (3)
Ministre délégué à l'Économie, Ministre responsable de la Lutte contre le racisme, Ministre responsable de la région de Laval				
Michel Philibert	Directeur de cabinet	160 000 \$	2 415 \$	1 622 \$

1. Salaire au 30 mars 2025

En vertu de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre, le ministre détermine la rémunération du directeur de son cabinet selon les barèmes fixés par la directive. Ainsi, le niveau maximal de rémunération d'un directeur de cabinet de ministre ne peut être supérieur au maximum de l'échelle de traitement prévu pour le personnel d'encadrement de la fonction publique (630-01), classe I. Cette règle ne s'applique pas au directeur de cabinet du premier ministre. Celui-ci a le rang et les privilèges d'un sous-ministre (art. 10.1, *Loi sur l'exécutif* (RLRQ, chapitre E-18)).

2. Allocation annuelle pour dépenses de fonction

En vertu de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre, le ministre peut accorder à un membre du personnel de son cabinet une allocation pour rembourser certains frais assimilables à ceux consentis dans le secteur public. Aux fins de la détermination du montant de l'allocation de dépenses de fonction des directeurs de cabinet, le directeur de cabinet d'un ministre est assimilé à un sous-ministre adjoint ou associé et le directeur du cabinet du premier ministre est assimilé à un sous-ministre. L'annexe V des Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein prévoit l'allocation annuelle maximale. Les sommes indiquées représentent l'allocation annuelle maximale et non les dépenses réelles.

3. Allocation de séjour mensuelle

En vertu de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre, le ministre peut attribuer à un membre du personnel de son cabinet une allocation de séjour mensuelle lorsque ce dernier, sur une base régulière pendant une partie ou la totalité de l'année, séjourne dans une même ville située à l'extérieur d'un rayon de 100 km de son port d'attache. Le montant de l'allocation mensuelle est prévu à la directive.